

Compte rendu de réunion GT ultra-marins

Lundi 04 mai 2026

En visio conférence

Participants

AFIGEO	Christine	ARCHIAS
AFIGEO	Elise	LADURELLE-TIKRY
ANCT	Ariane	ROSE
AUDEG	Juliette	GUIRADO
CGDD - Ecolab	Sophie	BOURDILLON
Collectivité de Martinique	Sandrine	CANO-LAURENT
Collectivité territoriale de Guyane	Boris	RUELLE
Data Terra	Aurélie	SAND
DEAL Guyane	François-Xavier	LAMURE-TARDIEU
DEAL Guyane	Frédéric	WEINUM
DEAL-Martinique	Jean-Christophe	ROUILLE
DGFIP- Cadastre	Bernard	FRANC
DGFIP- Cadastre	Théo	GREZE
DGFIP- Cadastre	Axel	IDRAC
GeoMartinique	Boris	CABAZ
IGN	Eric	CAJOLY
IGN	Guillaume	VALTAT
INSEE	Camille	FREPPEL
Min. Outre-mer	Florent	BALLU
Min. Outre-mer	Aurélien	BOUTHIER
Min. Outre-mer	Emilie	PARRAIN
OFB	Béatrice	COROENNE
Région Guadeloupe	Patrice	LOPES
SHOM	Mélanie	DURUPT
SHOM	Eric	DUPORTE
	Rosaine	BUANNIC

Introduction

En introduction, le contexte de cette rencontre est rappelé. La création de ce GT spécifique a été lancée lors d'une rencontre organisée aux GeoDataDays en sept 2026, puis la rédaction d'une note de synthèse préalable sur les données de références disponibles dans les territoires ultra marins. Voir [Synthese_UltraMarin_2026_Avril.docx](#)

L'ambition étant d'échanger sur le besoin de continuité territoriale, en termes de fourniture de données par les grands opérateurs.

Présentation des dispositifs de mutualisation

Pour poser le contexte des dynamiques de collaboration autour de la production et les usages de données géographiques, une rapide présentation des plateformes de données est réalisée :

Guyane SIG : initiée en 2010 entre collectivités territoriales, ce dispositif réunit les acteurs publics et parapublics, pour coordonner et faciliter l'usage des données, partager les expériences et faciliter les productions de données e référence fiable pour les missions de services publics. L'ambition est de mutualiser les moyens humains, financiers et techniques dans un souci de rationalisation des dépenses publiques.

GeoGuyane : particularité en Guyane : 2 plateformes nées ensemble avec des partenariats étroits. Un dispositif visait à embarquer les services de l'Etat dans le cadre de la mise en œuvre de la directive inspire. L'Audeg porte le projet et avait une mission historique sur le cadastre.

A terme, le souhait de disposer d'une gouvernance unique et une convergence technologique portée par l'Etat et la CTG.

GéoMartinique : réunit tous les acteurs de l'information géographique, acteurs publics, université, créée en 1997 avec des missions de coordination, de coproduction, de mutualisation (cf ci-dessus). Elle mène des actions de sensibilisation des élus sur les différents projets.

Karugeo : mêmes ambitions, créée en 2015 dans le cadre du CPER, plateforme publique de donnée géographique et différents réseaux d'observatoire, le volet open data dispose d'une autre plateforme Karudata. D'importants travaux sur l'adressage sont menés actuellement.

Présentation de la démarche et de la synthèse

- La synthèse reprend des éléments communs et transverses aux territoires
- La discontinuité territoriale, peut s'expliquer par certaines contraintes techniques ou budgétaires, mais qui peuvent être dépassées afin d'étendre les référentiels sur les outre mer

Les politiques publiques sont identiques voir parfois plus importantes sur ces territoires qui ont les mêmes contraintes réglementaires (schéma d'aménagement etc..) il y a donc une logique à ce qu'ils soient couverts à l'identique d'autres régions.

Ce GT doit être en mesure d'alerter les tutelles, d'identifier les possibilités de mutualiser ou coordonner à l'échelle sous régionale certaines actions (acquisition de données, événements, formations...) avec un maximum d'acteurs (par ex avec le CNFPT pour l'adressage et pourrai impulser une dynamique de montée en compétence).

L'objet n'est pas de porter un discours à charge, mais il ne faut pas replonger dans certains écueils et il faut garder le bénéfice des acquis du passé.

Le contexte national est de plus en plus exigeant dans l'évaluation de politiques publiques mais le manque de données géographique est toujours important. La force en Outre Mer est de faire beaucoup avec peu de matière, les référentiels nationaux sont donc enrichis grâce à des passerelles, de nouvelles solutions sont initiées, même à petite échelle.

Pour les données spatiales : une belle alternative et une force d'avoir une station de réception en Guyane mais ça ne peut pas être une donnée de substitution et faire oublier les besoins d'autres référentiels, avec des licences qui peuvent être contraignantes.

Intervention des opérateurs nationaux

L'IGN est un contributeur important dans la production de donnée pour ces territoires, Eric CAJOLY souhaite nuancer certains éléments figurant dans la synthèse. L'orthophotographie est une donnée essentielle et à la base de tout. L'IGN s'est organisée pour proposer un traitement identique sur l'ensemble du territoire national qui bénéficient désormais d'une mise à jour triennale.

Des référentiels doivent être adaptés aux environnements locaux ex. la mangrove, les bases base topo inclure l'habitat informel, ...

Ces spécificités doivent être transposables et cela rend compliqué les moyens adaptés aux besoins. Pour JC Rouille, si ces spécificités sont intégrées le plus en amont possible, cela facilitera la production de donnée et évitera des coûts cachés.

L'importance des données de fiscalité, comme les données Insee sont essentielles.

La DGFIP gère uniquement 2 territoires pour le cadastre (St Barthelemy et St Pierre et Miquelon). Il y a une réalité sur le manque de qualité et d'exhaustivité des données sur les DROM et il y a une réelle volonté d'améliorer les données. Mais le souci concerne le maintien du personnel sur place, il manque de personnel, lié au turn over.

- La reprise du géoréférencement des plans est en cours en Guadeloupe
- En termes d'exhaustivité, depuis 5/6 ans, la DGFIP a ralenti la mise à jour du plan cadastrale (priorité sur les travaux fiscaux)
- Même si le traitement doit être en continuité, il y a des spécificités qu'on ne peut pas ignorer
- Une reprise est en cours avec un modèle d'IA spécifique (en cours à la Réunion), la Martinique, Guadeloupe et Guyane vont démarrer prochainement.
- La DGFIP anime un comité spécifique dédié aux DROM

Pour le SHOM, en charge de la collecte, la production et la diffusion de la donnée marine de référence, mit librement à disposition via data.shom.

Litto 3D un référentiel co construit avec l'IGN comprenant la bathymétrie, construit en métropole et Outre mer, ces données n'ont pas forcément été actualisées. Le référentiel de Mayotte est en cours de mise à jour à la suite du cyclone pour la sécurité de la navigation. Le SHOM intervient en réponse à une commande Etat et/ou collectivités et sous couvert de financements, aussi pour réaliser la limite terre-mer (en attente de financements).

Autres sujets pouvant intéresser les acteurs : les délimitations maritimes représentent un dossier stratégique, la plateforme d'information nautique géographique déployée petit à petit sur l'ensemble des territoires et sur ressources du Shom, permet la révision des limites maritimes et limites terre mer.

GT Accompagnement PCRS : dans la continuité des travaux de la Start up d'Etat ANCT, Afigeo et des gestionnaires soutiennent une mission de Rosaine Buannic pour accompagner les territoires non pourvus.

Des échanges ont été initiés avec différents territoires, Martinique, Guyane. Pour le déploiement des projets PCRS, il est possible de dupliquer les approches réalisées auprès

de territoires non couverts et les capitaliser à la fois pour aborder le volet financement, gouvernance, mobilisation des moyens des territoires.

Pour l'IGN, ces projets nécessitent une implication des acteurs locaux pour avancer car ils ne dépendent pas d'un programme national directement. C'est une couverture qui correspond aux réseaux, cela ne nécessite donc pas de couvrir tout le territoire avec les mêmes spécifications. La couverture nuageuse pose un problème pour acquérir de la donnée ortho et doit être complétée de moyens locaux.

Office Français de la biodiversité : pour la BD Topage, elle ci est planifiée pour Guadeloupe et Martinique. Un travail sur la Guyane doit être mené.

Insee : Camille Freppel : les territoires sont pleinement intégrés dans les statistiques de l'Insee et des services statistique des différents ministères et par ailleurs l'Insee est bien au courant des attentes des utilisateurs sur ces sujets. En effet, l'Insee a sa propre gouvernance et prend en compte les besoins des utilisateurs grâce au Conseil national de l'information statistique (CNIS) qui assure la concertation entre les producteurs et les utilisateurs de statistiques publiques.

Concernant l'offre statistique publique en Outre-mer, les dispositifs statistiques hexagonaux sont mis en œuvre dans les DROM dans toute la mesure du possible (recensement de la population, recensement agricole ou enquêtes auprès des créateurs d'entreprises). Des ajustements sont parfois nécessaires (adaptation des questionnaires des enquêtes). L'Insee réalise dans les DROM des productions spécifiques (ex. indice des prix calculés et diffusés mensuellement dans chaque DROM, enquêtes adaptées sur le volet économique notamment).

Au niveau DROM, l'Insee diffuse également des données au niveau infra-communal dans le cadre du Recensement de la population notamment. Des informations au niveau IRIS, regroupements de l'ordre de 2000 habitants.

ANCT : De nouvelles obligations sur l'adressage vont désormais concerner la Nouvelle Calédonie.

Conclusion

Les Ministres de tutelles doivent prendre en compte ces questions et jouer un rôle d'acculturation et de communication sur ces spécificités. En ce sens, le Ministère via la DGOM est très intéressé et attentif aux travaux



Sur le plan des usages : important de montrer le volet concret et utile pour justifier les besoins.

En réaction, Jean-Christophe ROUILLE, comprend certaines difficultés, et que les évolutions techniques pour l'acquisition évoluent plus dans de la consolidation de données que dans l'acquisition manuelle et cas par cas. Le défi est de profiter des évolutions technologiques pour trouver des solutions adaptées.

Pour Boris RUELLE, la question de l'anticipation N-2 est nécessaire au regard des financements qui peuvent être alloués qui 'inscrivent dans des cycles contraints, notamment au niveau du FEDER. Il faut tendre la perche le plus en amont pour organiser des partenariats financiers.

Pour Christine ARCHIAS, Afigéo, il est important que ce dialogue entre acteurs locaux et opérateurs nationaux puissent se faire.

Il y a de réelles opportunités pour réaliser de nouvelles expérimentations techniques sur ces territoires, pouvant ensuite être reproductibles.

Il faut trouver une bonne articulation entre le niveau national et le niveau territorial et aller au-delà du problème technique, et convaincre les tutelles de la pertinence des projets. Aujourd'hui, aucun opérateur n'avance seul et implique de mutualiser les approches, les outils.

Pour Juliette GUIRADO, il faut explorer les possibilités d'enrichissement des référentiels nationaux depuis le niveau local.

BD TOPAGE couvre tous les DROM en prenant en compte les spécificités OM type "Ravines". Guyane en cours d'analyse avec les acteurs guyanais.

Il est important de s'appuyer les comités territoriaux des données, dans le cadre du CNIG. Le partage des usages concrets est aussi à valoriser au mieux.